



Ébauche V2

RÉUNION DES CONSEILS MIXTES – Conseil de la prestation des services du secteur public (CPSSP) et Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public (CDPISP)

Le 27 février 2019

Ottawa, Ontario

Compte rendu de décision

Présents

COPRÉSIDENTS

Natasha Clarke
Catherine Bennett

Nouvelle-Écosse – CPSSP
Emploi et Développement social Canada (EDSC) – CPSSP

Harry Turnbull
Marc Brouillard

Ville de Windsor – CDPISP
Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada – CDPISP

MEMBRES DU CDPISP

Marc Brisson
Kathryn Bulko
Rob Devries

Alberta
Association des systèmes d'information municipale (ASIM) centrale (ville de Toronto)
Ontario (pour Rocco Passero)
ASIM Ouest (ville de Kelowna)

Rob Entwistle

Dan Kerr

Manitoba

Robert Loughlin
Sean McLeish
CJ Ritchie

Nouveau-Brunswick
Yukon
Colombie-Britannique

Bonnie Schmidt
Harry Turnbull
Tracy Wood

Saskatchewan
ASIM Est (ville de Windsor)
Île-du-Prince-Édouard

MEMBRE DU CPSSP

Mark Arsenault
Mark Burns
Dawn Curtis

Sebastien Fleurant

Shelley Darlington

Beverly Dicks
Alan Doody
Lori Doran

Carroll Francis
Guy Gordon
Ron Hinshaw

Île-du-Prince-Édouard
Yukon
Territoires du Nord-Ouest

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRRC)
Municipal Service Delivery Officials (MSDO) (Comté de Norfolk)
Colombie-Britannique
Terre-Neuve-et-Labrador
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
MSDO (ville de Brantford)
Manitoba
Colombie-Britannique



OBSERVATEURS ET PRÉSENTATEURS DU CDPISP, DU CPSSP ET DES CONSEILS MIXTES :

Philippe Albert	Service Canada
Wendy Birkinshaw Malo	EDSC
Alexandre Bourque	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
John Brennan	Île-du-Prince-Édouard
Pat Breton	Services partagés Canada
Dan Cooper	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Richard Dalpé	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Anik Dupont	Service Canada
Kathleen Fraser	Innovation, Sciences et Développement
Cherie Freeman	économique
Sophia Howse	Alberta
	Colombie-Britannique

Rob Horwood
Gillian Latham
Anne Matthews
Sonya Read
Vidya ShankarNarayan

Jackie Stankey
Silvano Tocchi
Susan Wilkins
Darrell Williams

Robert Frelich
Jaouad Haqhaqi
Stuart Hendrie
John Houweling
Paul Jackson
Barry Kong
Alanna MacDougall
Margo McCarthy
Kim Newman
Pirthipal Singh
Alena Lukes
Jack Shewchuk
Peter Watkins
Cathy Kealey
Dan Batista

Nouveau-Brunswick
Nouvelle-Écosse
Ontario
Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Innovation, Sciences et Développement
économique Canada
Alberta
Agence du revenu du Canada
Terre-Neuve-et-Labrador
Services publics et Approvisionnement Canada

Emploi et Développement social Canada
Emploi et Développement social Canada
ASIM (région de Niagara)
MSDO (région de York)
Innovation, Sciences et Développement
économique
Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Emploi et Développement social Canada
Emploi et Développement social Canada
Nouveau-Brunswick
Innovation, Sciences et Développement
économique
Bureau de l'état civil du Manitoba
Bureau de l'état civil de la Colombie-Britannique
Colombie-Britannique
Analyste de politiques stratégiques des conseils
mixtes
Directeur exécutif de l'Institut des services axés
sur les citoyens (ISAC)

Secrétariat de l'ISAC



Maria Luisa Willan

Stefania Silisteanu

Poi nt	Sujet ou discussion	Décision ou suivi
	Mot de bienvenue de Natasha Clarke au nom des coprésidents, suivi des présentations.	
1.	<p><u>QUESTIONS ADMINISTRATIVES</u></p> <p><u>A) Approbation du compte rendu des décisions de la réunion en personne des Conseils mixtes du 26 septembre 2018 à Whitehorse (Yukon) (consulter l'ONGLET 1A).</u></p> <p>Le compte rendu des décisions de la réunion des Conseils mixtes du 26 septembre 2018 est adopté sans modification.</p> <p><u>B) Adoption de l'ordre du jour de la réunion des Conseils mixtes du 27 février 2019 (consulter l'ONGLET 1B).</u></p> <p>L'ordre du jour de la réunion des Conseils mixtes du 27 février 2019 est adopté. Aucune question ni aucun commentaire n'est soulevé.</p> <p><u>C) Mesures de suivi des Conseils mixtes (consulter l'ONGLET 1C).</u></p> <p>Natasha Clarke mentionne que les mesures de suivi sont incluses pour examen par les membres et que plusieurs seront achevées au cours de cette réunion.</p> <p><u>D) Ordre du jour de la prochaine réunion des Conseils mixtes (consulter l'ONGLET 1D)</u></p> <p>Natasha Clarke mentionne que l'ordre du jour de la prochaine réunion est fourni aux membres à titre d'information.</p>	<p><u>Décision n° 1 :</u></p> <p>Le compte rendu des décisions de la réunion des Conseils mixtes du 26 septembre 2018 à Whitehorse est approuvé sans modification.</p> <p><u>Décision n° 2 :</u></p> <p>L'ordre du jour de la réunion du 27 février 2019 est approuvé sans modification.</p>
2.	<p><u>Présentation du Service numérique canadien (SNC) (consulter l'ONGLET 2)</u></p> <p>Marc Brouillard (SCT) présente Aaron Snow, premier dirigeant du SNC.</p>	<p><i>Aucune mesure de suivi découlant de la discussion.</i></p>



Aaron Snow donne un aperçu du mandat du SNC, un organisme de consultation au sein du gouvernement. Le mandat de l'organisme est d'aider le gouvernement à concevoir et à améliorer des services numériques pour rendre les services accessibles, plus simples, plus rapides et plus sécuritaires pour les citoyens. L'organisation collabore avec plusieurs administrations fédérales, provinces et municipalités pour améliorer les services numériques offerts aux citoyens.

Commentaires des membres :

- Mark Burns (Yukon) demande comment le SNC gère l'approvisionnement de grands projets, et comment l'organisation garde son caractère itératif, de façon agile, lorsqu'il travaille avec de multiples partenaires qui apportent de nombreuses décisions préétablies à la table.

Aaron Snow déclare que, pour simplifier le processus, l'organisation divise le travail en petits éléments pour plusieurs raisons. 1. Le fait d'avoir plusieurs fournisseurs qui participent aux solutions permet d'éviter les gros échecs, d'obtenir une meilleure offre et de réduire les risques. S'il y a cinq petits contrats, et qu'un problème survient, vous pouvez en remplacer un. Si vous avez un problème monolithique, vous avez de gros problèmes. Les approvisionnements à faible coût, et les projets à faible coût sont moins importants par processus. 2. Les projets de plus grande envergure font l'objet d'un plus grand nombre d'acquisitions, de vérifications et d'examen, et il est préférable de travailler avec de petites composantes.

- Anne Matthews (Ontario) demande comment les Services numériques canadiens établissent les priorités lorsqu'il y a de nombreuses personnes intéressées par leur travail.

Aaron Snow répond qu'il y a un ensemble de critères :

1. Quelles sont les incidences possibles du travail; à quoi ressemblent les incidences si le travail est réussi?
 2. État de préparation. Le client est-il prêt pour le travail? L'équipe interfonctionnelle doit gérer la complexité du travail.
 3. Reproductibilité – Modèles, thèmes de politique, recherche et conception, gestion de projets.
- Guy Gordon (Manitoba) demande quels seraient le succès et l'héritage de ce groupe pour les cinq prochaines années.



	<p>Aaron Snow répond qu'il y a des centaines de services et qu'ils desservent des centaines de milliers de personnes ou plus par année. Il souhaiterait que beaucoup de ces services soient numérisés. Il y a beaucoup de services en ligne et certains sont plus numériques que d'autres. Les services numériques sont synonymes d'attentes modernes à l'ère moderne. Le numérique par défaut est une façon plus efficace et plus rapide de fournir des services, mais ce n'est pas la seule façon de le faire. Le SNC aimerait que l'expérience du service soit entièrement numérique. On a tendance à se pencher sur les problèmes importants liés à l'ancien système, ce qui exige une solution importante pour remplacer l'ancien système par un système moderne. Si les gouvernements sont réceptifs à l'ère numérique, ils doivent être efficaces pour diviser le système en plus petites composantes et comprendre la façon de déplacer les composantes de différentes façons.</p> <ul style="list-style-type: none"> Natasha Clarke (Nouvelle-Écosse) déclare que le numérique est une question de collectivité et de capacité de faire des essais de facilité d'emploi et de rémunérer les utilisateurs. Si les membres se réunissent pour discuter de défis communs et pour communiquer ces apprentissages, nous pourrions agir plus rapidement. Elle demande aux membres des Conseils mixtes de réfléchir à la façon de travailler collectivement en comprenant que le numérique ne concerne pas seulement les parties en ligne, mais aussi hors ligne; c'est-à-dire, les opérations administratives pour examiner l'ensemble du cheminement des utilisateurs afin d'améliorer les services. Cette table peut aider à résoudre les problèmes en tant que collectivité des services numériques fédéraux, provinciaux, territoriaux et municipaux (FPTM). 	
3.	<p><u>Volet de la priorité de l'identité numérique (consulter les ONGLETS 3A à 3F)</u></p> <p><u>A) Déclaration des Conseils mixtes en matière d'identité numérique</u></p> <p>Jackie Stankey (Alberta) et Sophia Howse (Colombie-Britannique), coresponsables de la priorité de l'identité numérique, font le point sur ce travail.</p> <p>Sophia Howse (Colombie-Britannique) indique que la mesure de suivi pour mettre au point la déclaration sur l'identité numérique a été prise. La Déclaration est prête à être signée à cette réunion pour tous les membres des Conseils mixtes. Les membres qui ne peuvent pas signer la déclaration pour le moment pourront le faire à la prochaine réunion en personne, qui aura lieu à Winnipeg en septembre 2019.</p>	<p><u>Décision n° 3 :</u> Le document d'orientation a été approuvé par les membres des Conseils mixtes.</p> <p><u>Décision n° 4 :</u> Les membres des Conseils mixtes approuvent la formation d'un groupe provisoire sur la priorité de l'identité numérique.</p> <p><u>Décision n° 5 :</u></p>



Commentaires des membres :

- François Montminy-Munyan (Québec) indique que, bien que le Québec ne puisse pas signer la déclaration, il demeure déterminé à collaborer avec d'autres gouvernements et à contribuer au travail des Conseils mixtes, notamment en communiquant les pratiques exemplaires liées à la gestion de l'identité. Il n'est pas possible pour le membre du Conseil du Québec de signer ce type d'engagement pancanadien, puisque la responsabilité d'approuver et de signer une déclaration incombe aux ministres (à quelques exceptions près, aux hauts fonctionnaires) après l'approbation du Cabinet, et cela ne peut donc pas être fait par l'entremise des membres de nos Conseils mixtes. C'est une loi au Québec. De plus, le Québec a des questions concernant certains énoncés de la déclaration. À titre d'exemple, il semble inhabituel pour les fonctionnaires de « promouvoir les changements apportés aux lois et aux politiques », qui relèvent des membres d'une Assemblée législative et des députés. Il demande qu'une note de bas de page soit ajoutée et que l'indicateur Québec soit retiré de la déclaration.

Sophia Howse indique que ce ne sont pas toutes les administrations qui peuvent signer la déclaration et que des changements seront apportés à la déclaration comme il a été demandé.

B) Politiques et gouvernance

Sophia Howse (Colombie-Britannique) déclare qu'une copie du document de recommandations du Forum des politiques publiques a été présentée à la réunion des Conseils mixtes au Yukon. Elle rappelle aux membres qu'au printemps 2018, il y a eu de nombreuses conversations sur le rôle du secteur public et du secteur privé dans le Cadre pancanadien de la fiabilité de l'identité (CPFI). Comment pouvons-nous nous réunir en tant que collectivité et quel est notre rôle en tant que fonctionnaires au sein du CPFI? Un groupe de travail a été mis sur pied et le résultat de ce travail a été l'élaboration du document d'orientation. À cette réunion, les responsables de l'identité numérique cherchent à obtenir l'approbation des membres du Conseil au sujet du document de recommandations du Forum des politiques publiques. Sophia demande aux coprésidents d'inviter les membres à approuver le document de recommandations du Forum des politiques publiques.

Catherine Bennett (EDSC) fait remarquer que l'identité numérique est un domaine très complexe et que le document d'orientation aide beaucoup à préciser certaines de ces questions.

Les membres des Conseils mixtes approuvent un financement allant jusqu'à 15 000 \$ pour l'embauche d'une ressource pour le travail lié à l'élaboration d'un cadre de gouvernance (recommandations), y compris l'aide aux responsables pour la présentation à la réunion des greffiers et des secrétaires de cabinets en juillet 2019.

**

Mesure de suivi 1A :

Les responsables de l'identité numérique informeront les membres des Conseils mixtes au sujet de la Déclaration sur l'identité numérique (signatures) lors de la prochaine réunion en personne à Winnipeg en septembre 2019.

Mesure de suivi 1B :

La déclaration sur l'identité numérique doit être modifiée conformément à la demande du Québec (ajouter une note de bas de page et supprimer l'indicateur de CQ du document).

Mesure de suivi 1C :



Motion visant à approuver le document de recommandations du Forum des politiques publiques : Catherine Bennett
Motion appuyée par : Rob Devries
Tous les membres sont en faveur de la motion. Le document de recommandations du Forum des politiques publiques a été approuvé par les membres des Conseils mixtes.

C) Cadre pancanadien de la fiabilité de l'identité (CPFI)

Rob Devries (Ontario), Marc Brouillard (SCT), coprésidents du Comité directeur de la gestion de l'identité (CDGI), et Tim Bouma (SCT) présentent un rapport d'étape sur le Cadre pancanadien de la fiabilité de l'identité et les résultats de l'atelier du CDGI. Rob mentionne que l'atelier du Comité directeur sur la gestion de l'information (CDGI) a eu lieu le 26 février et qu'il y a eu une grande participation des organismes FPTM. Voici les principaux résultats de l'atelier :

- On a reconnu que nous sommes au centre de l'évolution de notre identité numérique. Le passage d'un monde où l'identité physique est bien comprise et définie évolue vers un monde numérique qui exige une façon différente de penser. Nous devons prendre le temps de comprendre ce que cela signifie et travailler à définir une voie à suivre (feuille de route).
- Ce travail exige une solide gouvernance nationale. Nous devons également créer de meilleurs partenariats, par exemple, le Conseil de l'identification et de l'authentification numériques du Canada (CIANC). Je ne saurais trop insister sur l'importance d'avoir un cadre de fiabilité unique pour toutes les organisations des secteurs public et privé, de reconnaître un cadre unique, de créer en collaboration un mécanisme gouvernemental, afin de concilier les différences dans notre approche. Dans le document d'orientation, nous avons expliqué le rôle du gouvernement. Les Conseils mixtes et le CIANC doivent déterminer la gouvernance, les processus et les mécanismes de règlement des différends qui guideront la création et l'adoption de l'unique CPFI.
- Il y a des composantes communes d'un programme d'identité numérique dont nous avons tous besoin – le CDGI reconnaît que nous devons déterminer ces composantes (protection de la vie privée, Organisation internationale de protection civile, juridique, etc.) et nous devons les définir. Tout cela témoigne d'un

Tim Bouma, SCT, communiquera les documents liés à l'identifiant MyAlberta Digital et à l'identité numérique fiable aux membres des Conseils mixtes.

Mesure de suivi 1D :

Tim Bouma communiquera la version mise à jour du Cadre de fiabilité 1.0.1 aux membres des Conseils mixtes lorsqu'elle sera disponible.

Mesure de suivi 1E :

Les coresponsables de la priorité de l'identité numérique et les coprésidents du CDGI feront le point sur la gouvernance et le CPFI au cours d'une prochaine téléconférence des Conseils mixtes.

Mesure de suivi 1F :

ISDE fera le point sur l'identité numérique des entreprises et l'organisation vérifiée au cours d'une prochaine réunion des Conseils mixtes.

Mesure de suivi 1G :

Les coresponsables des priorités de l'identité numérique feront le point



changement important dans la façon dont nous avons fait les choses par le passé. Il y a des incidences importantes sur les entreprises.

- Vous pouvez avoir confiance dans l'approche que nous avons adoptée pour élaborer le CPFI en le mettant à l'essai sur le plan opérationnel. L'approche de l'essai alpha a connu beaucoup de succès, et nous avons testé une administration auprès du gouvernement fédéral et nous poursuivons les tests avec d'autres administrations, y compris des municipalités, avec le secteur privé et dans le monde.
- Les administrations se lanceront dans le projet-pilote de l'identifiant MyAlberta Digital, qui est un test opérationnel du cadre de fiabilité à l'aide des permis de conduire des clients, fondé sur le processus d'identité fondamentale et de vérification de l'identité. Le Bureau de l'état civil rappelle au CDGI qu'il ne peut perdre de vue la preuve fondamentale de l'identité dans le certificat de naissance et les documents d'immigration. Le Bureau de l'état civil, qui est un registre national, collaborera avec le CDGI et les autres intervenants concernés. La façon dont nous créons l'identité numérique doit être aussi bonne que la personne qui se présente au comptoir. Si nous ne pouvons pas synchroniser les données, nous ne pouvons pas progresser. Nous souhaitons améliorer le système qui est en place. Une grande partie de la discussion porte sur un programme comportant une politique, une prestation de services, pour discuter de la validation de principe opérationnelle et des projets-pilotes du cadre de fiabilité.
- Investissement dans un bureau national de l'état civil – nous devons cerner l'information de base et les événements de l'état civil dans le cadre de l'identité numérique. Il faut mobiliser les intervenants du Ministère. Il y a de nombreux intervenants dans ce domaine, comme les conseils des véhicules automobiles du Canada.
- Le CDGI discute de la mise sur pied d'un groupe de travail spécialisé qui se penchera sur ce travail. Le CDGI reconnaît que cela est d'une importance capitale pour l'économie numérique du pays ainsi que pour la prestation de services à ses citoyens. On reconnaît que ce travail ne peut pas avancer du côté des personnes.
- On ne saurait trop insister sur la valeur de la réunion en personne. Des réunions en personne plus cohérentes sont nécessaires pour faire progresser le programme d'identité numérique du pays tout en veillant à ce que les bonnes personnes et les bonnes voix soient dans la salle. Cela signifie qu'il faut établir clairement les

sur les commentaires regroupés de leur séance de remue-méninges de la réunion d'Ottawa sur le volet communication et collaboration à la prochaine téléconférence des Conseils mixtes.

Mesure de suivi 1H :

Le groupe provisoire est formé des coresponsables de la priorité de l'identité numérique, les coprésidents du CDGI, le président du CIANC, le Bureau de l'état civil et on doit ajouter les Bureaux d'immatriculation des véhicules automobiles.

Mesure de suivi 1I :

Les coresponsables de la priorité de l'identité numérique travaillent à l'élaboration d'une portée des travaux pour l'embauche d'une ressource et ils discutent du processus d'approvisionnement (demande de propositions) avec l'ISAC.



objectifs et les résultats que nous essayons d'atteindre. Nous devons définir les règles d'engagement et le protocole de communication.

Tim Bouma présente un rapport d'étape sur le travail du Cadre pancanadien de la fiabilité de l'identité. Le CDGI travaille beaucoup sur le cadre depuis trois ans et il a apporté différentes itérations. Il est satisfait du travail accompli jusqu'à maintenant. C'est le travail d'une décennie. Il s'agit d'un problème complexe qui nécessite la participation de toutes les administrations.

Au cours de refonte du concept du cadre de fiabilité qui donne aux personnes la capacité d'exprimer qui elles sont et où elles sont, qu'elles soient au téléphone, en ligne ou en personne, vous pouvez accepter cette information. Nous conceptualisons la façon dont les personnes fournissent des preuves lorsque de nouvelles technologies émergent. Nous travaillons avec des systèmes décentralisés, fédérés et centralisés. La version mise à jour du Cadre de fiabilité 1.0.1 sera disponible d'ici le 31 mars, elle intégrera les commentaires reçus à la réunion du CDGI, le 26 février, et les partagera, mais elle ne sera pas une version définitive, car elle évolue. On travaille actuellement à mettre au point les critères de conformité. Le processus d'évaluation a été fait en Alberta et il se poursuivra en Colombie-Britannique. Le facteur de confort est que nous offrons aux dirigeants principaux de l'Information (DPI) l'assurance que nous pouvons accepter le cadre de fiabilité de l'identité numérique. L'organisation définissant les critères de conformité est vérifiée. Relation vérifiée ou relation de confiance vérifiée – nous sommes sur la bonne voie, en élaborant quelque chose de solide que nous pouvons mettre en pratique.

Sophia Howse ajoute que l'identité numérique doit progresser collectivement, avec les Conseils mixtes, en travaillant avec nos collègues de partout au pays, mais nous ne pouvons pas continuer de travailler à partir d'un coin de bureau. Il faut beaucoup de travail, il y a de nombreux intervenants, on doit recommander de créer un seul CPFI, en collaboration avec CIANC et nous-mêmes pour réunir le CPFI pour le Canada. Nous en sommes à un point charnière de la façon dont nous progressons et dont nous concrétisons la vision de l'identité numérique. Essai alpha, opérationnalisation de l'apprentissage – nous continuons ce travail; toutefois, il y a davantage de discussions sur la gouvernance, le leadership, la responsabilisation et l'identité numérique partout au pays en tant que nation.

Commentaires des membres :



- Harry Turnbull demande si l'élaboration d'une trousse d'outils fait partie du plan. Sophia Howse répond que le groupe peut examiner la possibilité d'élaborer une trousse d'outils, mais que cela n'aidera pas à résoudre la question de la gouvernance. Il y a déjà des séances d'apprentissage à partir du site GCcollab.
- Natasha Clarke déclare que les Conseils mixtes parlent d'identité numérique depuis un certain temps. Elle est impressionnée par la quantité de travail réalisé depuis que la question a été déterminée comme étant une priorité de cette table et sous la direction de Jackie et Sophia et de nombreux autres participants. Le document de politique est excellent et les choses progressent. Elle mentionne la nécessité d'avoir une conversation plus riche sur la façon dont cette table peut engager des ressources pour faire avancer l'identité numérique. Cela ne peut pas se faire sur le coin d'un bureau ou par une seule personne. De nombreux intervenants y participent, et cette table doit engager des ressources pour faire avancer les choses plus efficacement et plus rapidement. Ce travail est le fondement de la prestation de services numériques. De quoi avons-nous besoin et qui devons-nous réunir pour élaborer une série de recommandations à cette table sur la façon d'atteindre nos objectifs plus rapidement? Les greffiers nous ont dit que c'est une priorité pour eux; ils veulent agir plus rapidement. Comment pouvons-nous faire avancer les recommandations, faire avancer les choses et nous veillons à ce nous offrons un soutien approprié à ceux qui travaillent sur ce dossier pour le Canada?
- Catherine Bennett mentionne qu'il y a une occasion de présenter aux greffiers et aux cabinets ce dont nous avons besoin ainsi qu'une demande pour accélérer les progrès réalisés grâce à la collaboration avec les organisations FPTM.
- Harry Turnbull demande ce qu'il faut faire d'ici la réunion de juillet avec les greffiers.
- CJ Ritchie indique qu'il y a plusieurs entités concernées par la gouvernance, à savoir le CDGI, le CIANC et les Conseils mixtes, qui doivent avoir une discussion sur les rôles et les responsabilités. La Colombie-Britannique a participé au CIANC dès le début, et du point de vue de la Colombie-Britannique, l'identité numérique est un élément important et fondamental. Nous devons faire progresser le dossier du gouvernement numérique. Il est important que le secteur privé joue un rôle. L'avantage d'avoir le CIANC est qu'il est mature. Il s'agit d'une collectivité en pleine croissance et divers groupes de personnes y participent.



Nous devons déterminer quel est notre rôle en tant que gouvernement, les relations et les rôles de ces intervenants et nous assurer de ne pas empiéter sur les autres et de ne pas dédoubler le travail et les efforts. Des discussions plus approfondies sur les rôles des divers intervenants sont nécessaires pour aller de l'avant avec clarté.

- Marc Brouillard déclare qu'une partie du défi tient au fait que nous sommes conscients de l'ampleur de la question de l'identité. Nous devons faire preuve de tactique et trouver des guides sur ce que les provinces exigent pour les questions d'identité et les questions d'identité reçues du fédéral. Tout le monde adopte un point de vue différent. Il est difficile de garder les bonnes choses au bon endroit et nous devons simplifier les choses. Il encourage ce travail et donne des conseils pour qu'il soit plus détaillé.
- Harry Turnbull fait remarquer que l'un des résultats de cette réunion est que les membres doivent mieux comprendre la relation entre le CDGI et le CIANC. Quel est le rôle du CIANC par rapport au CPFI? Quels sont les rôles des autres intervenants dans ce travail?
- Rob Devries mentionne que le CDGI doit faire un peu de travail pour entamer cette conversation sur la relation entre le CDGI et le CIANC et l'élément de gouvernance. Cela exige une conversation plus vaste au-delà du rôle du CIANC et du CPFI. Il s'agit d'élaborer une structure de gouvernance et le rôle du secteur public par rapport au secteur privé. Nos conseils lorsque nous travaillons avec les greffiers – c'est ainsi que nous concevons l'identité numérique. C'est le rôle du gouvernement, c'est-à-dire, définir les rôles des autres intervenants qui travaillent sur l'identité numérique, que ce soit dans le secteur privé ou public, comme un plan directeur, un travail de définition sur ce que nous voulons accomplir et la façon dont nous voulons le faire. Voici une partie de la vision qui représente un point de vue différent quand on pense au travail effectué par le Carrefour numérique canadien, au flux de données entre le Bureau de l'état civil, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) et l'Agence du revenu du Canada (ARC), et au fait que nous favorisons l'identité des gens partout au pays. Ce serait le modèle autour duquel la plupart des gens graviteront, où ils synchroniseront les données sur les statistiques du Bureau de l'état civil et ils veilleront à ce qu'il y ait une seule identité. Il y a différentes façons d'accélérer le travail, notamment en misant sur l'innovation dans les secteurs privé et public.



- Sophia Howse répond que les coresponsables de la priorité de l'identité numérique travailleront de concert avec le CDGI et ils établiront des rapports avec des recommandations lors d'une prochaine téléconférence des Conseils mixtes.
- Harry Turnbull suggère que toutes les provinces et tous les territoires collaborent avec les municipalités au moment d'envisager des projets-pilotes.

Feuille de route de l'identité numérique : De nombreux travaux ont été réalisés. Jackie Stankey encourage les membres à visiter GCcollab pour accéder au répertoire de l'identité numérique et à l'espace de collaboration. Le groupe a participé activement à l'échange d'artéfacts et de matériel utilisable, et les itérations de la validation de principe du CPFI sont également disponibles à partir de ce site. *(ajouter le lien)*

- Harry Turnbull déclare qu'il y a des fonds disponibles dans les comptes des Conseils mixtes pour les réunions en personne des sous-comités (dépenses pour la location des salles, les services de traiteur et l'équipement audiovisuel).
- Marc Brouillard mentionne qu'il y a un engagement pour une séance en personne du CDGI avec VSL et qu'ils reconnaissent la nécessité de tenir ces discussions conjointes.
- Silvano Tocchi demande quelle est la recommandation proposée qui sera présentée aux greffiers et aux secrétaires de cabinet. (La fonction de gouvernance ou la personne que nous recommandons peut-elle relever du CPFI?) Recommande-t-on également la création d'un fonds d'innovation pour mettre à l'essai les composantes du CPFI?
- Sophia Howse répond que le groupe n'a pas les réponses maintenant, mais qu'il y aura une séance en petits groupes à cette réunion avec les membres pour cerner certains messages clés et nous espérons y arriver d'ici la fin de la présente séance.



D) Projets-pilotes – ISDE : Validation de principe de l'organisation vérifiée

Vidya ShankarNarayan, Pirth Singh et Jamie Jamieson de VIVVO (Saskatchewan) ont présenté une validation de principe sur l'identité numérique pour les entreprises. Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE) travaille avec le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT) et d'autres ministères, dont Emploi et Développement social Canada (EDSC) et l'ARC, sur le CPFI, identifiant le citoyen. Une fois que cela est fait, il doit identifier l'organisation et la relation entre la personne et l'organisation. ISDE travaille avec de plusieurs administrations à l'élaboration de la *Loi sur l'enregistrement des actes multi juridictionnel*. Elles ont invité l'innovateur de la Saskatchewan à valider le Cadre pancanadien de la fiabilité de l'identité. Les administrations fourniront plus de renseignements à mesure qu'elles réalisent des progrès.

Pirth Singh (ISDE) parle de l'avantage d'avoir une validation de principe. Il y a quatre grands concepts liés à la validation des concepts : 1. Politique; 2. Partenariats; 3. Innovations; 4. Technologie. ISDE dirige l'organisation vérifiée et l'ébauche sera disponible après la vérification individuelle de la validation de principe au printemps.

Jamie Jamieson de VIVVO en Saskatchewan présente une démonstration de la validation de principe de l'organisation vérifiée. Tous les éléments du programme d'inscription fonctionnent en Saskatchewan et le programme est conçu pour l'interopérabilité; il peut être utilisé dans n'importe quelle province ou industrie.

Commentaires des membres :

- Silvano Tocchi a posé une question au sujet de la vérification initiale de l'identité de la personne. Cela a commencé par le permis de conduire individuel, les vérifications VIVVO afin de déterminer s'il s'agit d'un permis de conduire authentique délivré par le gouvernement de la Saskatchewan. Il y a plusieurs allégations qui sont liées au permis de conduire. Le but de prendre la photo est de voir si elle est conforme à celle du permis de conduire.

Jamie Jamieson répond que la photo prise au recto du permis de conduire prouverait que la personne est bien celle qu'elle prétend être, qu'il s'agit de son visage utilisé comme biométrie. La personne extrait seulement la photo, elle prend un égoportrait et l'envoie à un tiers. La photo est ensuite acceptée et vérifiée afin de réduire la fraude au minimum.



- Silvano Tocchi demande comment la VIVVO identifie la photo et trouve la cohérence dans le fait que le titulaire du téléphone soit le même que celui du permis de conduire. Trouvent-ils la cohérence entre ces éléments?

Jamie Jamieson répond qu'il y a un réseau pour confirmer que le titulaire du téléphone est la même personne que celle sur le permis de conduire.

- Vidya ShankarNarayan ajoute que, lorsque l'identité individuelle est confirmée, le travail de vérification d'une organisation commence. Une fois qu'ils savent que la personne est celle qu'elle prétend être, VIVVO prend l'identité vérifiée et délègue l'autorité au compte d'entreprise de la personne.
- Silvano Tocchi fait remarquer que le système doit authentifier que la personne qui utilise le téléphone est également propriétaire de l'entreprise.

Vidya ShankarNarayan répond que le système obligerait l'ARC à confirmer la propriété de l'entreprise. Pirth Singh ajoute que les personnes doivent également veiller à ce que le nom corresponde au nom qui figure dans le compte de l'ARC.

- Silvano Tocchi mentionne qu'il y aura un processus pour confirmer si le nom est soit Thomas, soit les dérivés de ce nom (Tom, par exemple).
- Catherine Bennett (EDSC) demande à savoir la façon dont cela fonctionnera dans la vraie vie. Le citoyen 1 est-il un fournisseur tiers? Va-t-il collaborer avec l'émetteur fédéral et provincial du justificatif d'identité? Comment fonctionne-t-on pour adapter cette pièce d'identité et l'utiliser dans différentes situations?

Vidya ShankarNarayan répond que l'identification de la composante individuelle sera faite par le CPFI. ISDE suivra simplement le processus une fois l'identité confirmée. La confirmation de l'identité est essentielle au processus d'organisation vérifiée. La Colombie-Britannique a fait beaucoup de travail dans ce domaine. ISDE travaille avec les éléments qui existent déjà.

- Catherine Bennett demande s'il y a une fonction de portefeuille.



- Marc Brouillard répond que la composante s'adapterait à plusieurs portefeuilles; le Cadre pancanadien de la fiabilité de l'identité permettra à l'écosystème d'offrir tous ces types de services et de dispositifs.
- Pirth Singh ajoute que le service fonctionne déjà en Saskatchewan grâce à cette solution en personne et numérique.
- Marc Brouillard souligne l'occasion qui se présente lorsque vous rassemblez différents éléments de données. Il demande où ces données sont stockées et comment elles sont sécurisées.

Vidya ShankarNarayan répond que, du point de vue du service aux entreprises, on ne saisit pas les données. ISDE n'a pas l'intention de stocker ces renseignements. Cependant, il doit y avoir un endroit où stocker et échanger des données. On doit se tourner vers le SCT pour aider à déterminer cette question.

- Pirth Singh ajoute que le CPFI indique que nous devrions faire confiance au processus et ne pas communiquer l'information. Il n'est pas nécessaire de connaître l'information lorsque l'approche du PCTF fait l'objet d'un suivi. Le processus respecte les critères de conformité.

Les membres sont divisés en quatre groupes pour effectuer une séance de remue-méninges afin de discuter du volet de la communication et de la collaboration, de comprendre ce qui fonctionne bien et de déterminer les obstacles et la façon dont les membres sensibilisent davantage leur administration au CPFI. La séance a également donné aux membres l'occasion de formuler des commentaires sur la façon de progresser dans l'élaboration des recommandations ou des messages clés pour la réunion des greffiers et des secrétaires de cabinets en juillet. Jackie Stankey, Sophia Howse, Rob Devries et Chantal Ritcey ont animé les séances.

La demande des membres des Conseils mixtes :

Demande n° 1 :

Les responsables de l'identité numérique demandent l'approbation de la formation d'un groupe provisoire composé des codirecteurs de l'identité numérique, des coprésidents du CDGI, du président du CIANC et du représentant du Bureau de l'état civil pour aider à la motion de gouvernance, aux rôles et responsabilités et à la présentation pour la réunion des greffiers et des secrétaires de cabinets en juillet. Les coprésidents des Conseils



mixtes seraient les parrains, et le groupe communiquerait avec eux pour obtenir d'autres conseils à ce sujet. Rob Devries ajoute que les fournisseurs secondaires, comme les organisations de conducteurs de véhicules automobiles, auraient un apport précieux à ce processus et devraient être invités à y participer.

- Natasha Clarke demande s'il y a d'autres participants à ajouter à ce groupe provisoire, en indiquant certains membres et en veillant à ce que nous ayons une représentation de la prestation de services. Natasha suggère d'ajouter le représentant des Bureaux d'immatriculation des véhicules automobiles au groupe provisoire.
- Sophia Howse répond que les coresponsables de l'identité numérique et les coprésidents du CDGI sont également membres du groupe provisoire. Le CDGI communique à ses membres ce que nous faisons, ce que le groupe provisoire fait concernant les coprésidents des Conseils mixtes et il détermine les éléments qui sont acheminés aux greffiers et aux cabinets.
- Harry Turnbull suggère de garder le groupe petit et agile.

Motion visant la création d'un groupe provisoire : Natasha Clarke

Appuyée par : Harry Turnbull

Tous les membres sont en faveur de la motion. Les membres des Conseils mixtes approuvent la formation du groupe provisoire sur la priorité de l'identité numérique.

Demande n° 2 :

Les responsables de l'identité numérique ont demandé aux Conseils mixtes un financement pouvant aller jusqu'à 15 000 \$ pour l'embauche d'une personne-ressource ou d'un facilitateur afin de les aider à élaborer les recommandations de l'élément de gouvernance (rôles, responsabilités, intervenants, etc.) et à préparer la présentation pour la réunion des greffiers et des secrétaires de cabinets en juillet 2019.

- Harry Turnbull, dans son rôle de trésorier du CDPISP, a déclaré qu'il y avait suffisamment de fonds pour couvrir les 7 500 \$ de chaque conseil pour cette demande.



	<ul style="list-style-type: none"> • CJ Ritchie est d'accord et suggère de rester concentré sur la réunion des greffiers en juillet et de réfléchir aux messages clés. • Catherine Bennett recommande que les coresponsables de la priorité de l'identité numérique soient conscients des échéanciers afin d'assurer les produits livrables en vue des réunions des greffiers en juillet. • Natasha Clarke suggère de faire preuve d'une grande rigueur en ce qui concerne la demande des greffiers et elle ajoute que les coprésidents des Conseils mixtes doivent accepter la proposition des coresponsables de la priorité de l'identité numérique de dépenser jusqu'à 15 000 \$ pour faire progresser les produits livrables. Elle conseille également de présenter par écrit aux Conseils mixtes des mises à jour sur les discussions et les résultats du groupe provisoire et de ce travail (ressource) et ces éléments pourront aussi faire l'objet de discussions au cours des prochaines téléconférences. <p>Natasha Clarke (Nouvelle-Écosse) propose le financement de l'animateur pour la priorité de l'identité numérique, avec l'appui de Sean McLeish (Yukon). Les membres des conseils mixtes sont tous en faveur de la motion.</p> <p>Motion visant à approuver un financement allant jusqu'à 15 000 \$ par les deux conseils pour l'embauche d'une ressource : Natasha Clarke Appuyée par : Sean McLeish Tous les membres sont en faveur de la motion. Les membres des conseils mixtes approuvent un financement allant jusqu'à 15 000 \$ par les deux conseils.</p>	
4.	<p>Présentation par le gouvernement de la Nouvelle-Zélande</p> <p><u>Invités</u> Alan Bell, directeur, Transition de l'identité numérique, ministère des Affaires internes, gouvernement de la Nouvelle-Zélande James Collier, architecte en chef, gouvernement de la Nouvelle-Zélande</p> <p>Alan Bell donne un aperçu du parcours de l'identité numérique de la Nouvelle-Zélande. Il souligne qu'il y a des similitudes remarquables entre la Nouvelle-Zélande et le Canada en ce qui concerne l'identité numérique. Il rend</p>	<p><i>Aucune mesure de suivi découlant de la discussion.</i></p>



	<p>hommage au travail d'Imraan Bashir, de Ken McMillan, de Tim Bouma, de CJ Ritchie et de Vidya ShankarNarayan, et les remercie de faire preuve de leadership sur la scène internationale. La Nouvelle-Zélande souhaite collaborer avec le Canada. Il communique les leçons apprises et souligne l'importance de comprendre les possibilités de l'identité numérique, qui est également essentielle à la collaboration, au type de compétences, aux normes, aux politiques et à l'architecture nécessaires pour aller de l'avant. Le lexique utilisé est également important pour que les décideurs le rendent pertinent en ce qui a trait à la technologie et aux normes visant à faire progresser l'identité numérique.</p> <p>Vision de la Nouvelle-Zélande : Tous les Néo-Zélandais prospèrent dans un monde numérique. La Nouvelle-Zélande a examiné le modèle du CPFPI canadien et les modèles de l'Australie et du Royaume-Uni. Prévoyant la nécessité d'une authentification d'identité numérique sécurisée et sûre, le gouvernement de la Nouvelle-Zélande a investi dans le lancement de RealMe. Il s'agit d'une approche de collaboration qui visera à créer un écosystème adaptable, sain, évolutif et durable, à appuyer les débouchés commerciaux, la confiance des clients, la cohérence et l'interopérabilité entre les secteurs public et privé à l'échelle internationale.</p> <p>Leçons apprises : les citoyens contrôlent la conception et la prestation des services, ils travaillent avec les organismes. Le secteur privé doit participer à la construction de l'utilitaire. Les organismes et les organisations ont un niveau de maturité différent et doivent être d'accord et l'utiliser. Équipes multidisciplinaires : politiques et normes, architecture d'entreprise, spécialistes de la technologie, tous travaillant ensemble.</p> <p><i>Aucun commentaire sur ce point.</i></p>	
5.	<p><u>A) Conseil stratégique des DPI (consulter l'ONGLET 4A)</u></p> <p>Keith Jansa, directeur exécutif par intérim, Conseil stratégique des dirigeants principaux de l'information (DPI), présente un exposé sur le mandat du Conseil stratégique des DPI. Le Conseil réunit les DPI avant-gardistes du pays dans les secteurs public et privé pour échanger des pratiques exemplaires et promouvoir des initiatives qui transformeront l'écosystème de la technologie de l'information et des communications (TIC) du pays et feront du Canada un chef de file mondial de l'économie numérique. Les membres du Conseil stratégique des DPI sont des innovateurs dans leurs entreprises et leurs organisations, qui adoptent le numérique, font la promotion du changement et favorisent l'adoption de technologies canadiennes. Le Conseil stratégique des DPI est créé par les DPI des secteurs privé et public, les banques, les sociétés d'énergie et les compagnies d'assurance. Il est</p>	<p><i>Aucune mesure de suivi découlant de la discussion.</i></p>



unique en raison de ses partenariats, de l'examen des tendances changeantes dans les écosystèmes pour créer une transformation numérique cohésive afin d'appuyer l'économie numérique au Canada, de la tenue de discussions stratégiques sur la façon dont ils abordent les plateformes de TIC au Canada où une action collective s'impose et où il faut relever efficacement les défis. Les membres sont accrédités au moyen de la Norme nationale du Canada. Ils sont sur le point de recevoir une accréditation officielle et ils élaboreront des normes qui seront les normes officielles du Canada. Élaborer des normes nationales pour l'identité numérique, appuyer la collaboration du CIANC dans le CPFI, travailler à l'échelle du gouvernement, des banques, des sociétés d'énergie et des compagnies d'assurance à l'aide de ce qui est mis en évidence dans le Cadre pancanadien de la fiabilité de l'identité pour assurer l'interopérabilité et l'échange d'information entre les intervenants des secteurs privé et public.

B) Présentation du CIANC (consulter l'ONGLET 4C)

Joni Brennan, président du CIANC, fait le point sur le travail actuel du CIANC concernant le Cadre pancanadien de la fiabilité de l'identité. Le CIANC est unique. Il réunit les secteurs public et privé pour qu'ils collaborent et travaillent à l'identité numérique en mettant l'accent sur l'économie. Le mandat du CIANC est le suivant :

Publier : créer, élaborer et publier en collaboration le Cadre pancanadien de la fiabilité de l'identité et déterminer les besoins législatifs à l'appui de la vision.

Accélérer : accélérer l'interopérabilité en assurant l'adoption du Cadre pancanadien de la fiabilité de l'identité par les entreprises et les gouvernements.

Conception : concevoir, élaborer et lancer un programme de certification adapté aux besoins du marché.

Accroître : accroître la visibilité de l'innovation en matière d'identité numérique du Canada par l'entremise du CIANC comme forum sur l'identité numérique du Canada.

Créer : créer une expertise et une propriété intellectuelle au Canada pour l'excellence en matière d'identité numérique.

Le modèle du Cadre pancanadien de la fiabilité de l'identité : protection des renseignements personnels, sécurité et facilité d'emploi.

Aucune mesure de suivi découlant de la discussion.



	<p>Joni invite tous les membres à participer à l'examen de l'ébauche du CPFI afin de veiller à ce que le cadre progresse dans la bonne direction. Le Cadre pancanadien de la fiabilité de l'identité est un cadre évolutif qui continue d'évoluer et qui est conforme à notre culture et à nos valeurs canadiennes.</p> <p><i>Aucun commentaire sur ce sujet.</i></p>	
6.	<p>Groupe de travail sur les avis de décès (ONGLET 5)</p> <p>Anik Dupont, Anne Matthews et Ron Hinshaw, coprésidents du Groupe de travail sur les avis de décès (GTAD), font un compte rendu des résultats de l'atelier du GTAD qui a eu lieu à Toronto en janvier. Anne Matthews souligne la contribution d'Alena Lukes du Bureau de l'état civil du Manitoba et de Jack Shewchuk du Bureau de l'état civil de la Colombie-Britannique et elle souligne leur participation à la réunion d'aujourd'hui.</p> <p>Anik Dupont rappelle aux membres que le GTAD a terminé les phases I et II du travail lié au plan directeur sur les avis de décès et les enregistrements des décès. En 2018, alors qu'on travaillait à l'outil et à la feuille de route concernant la prestation de décès, il est devenu évident que ce travail comporte de nombreux défis, et le groupe a été invité à miser sur de meilleurs processus internes pour améliorer l'expérience des citoyens. Pour faire avancer les choses, un atelier a eu lieu à Toronto à la fin de janvier 2019. L'atelier a porté sur les discussions entourant le rôle et les responsabilités des divers intervenants participant à ce processus, soit le rôle de la prestation des services, le rôle du Bureau de l'état civil, le rôle des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et des administrations municipales. La question de savoir si ce travail nécessite des ressources engagées pour aller de l'avant a été soulevée alors que les gens travaillent au coin de leur bureau et font face à des priorités concurrentes. Ce travail exige une approche de gestion de projets rigoureuse afin d'avoir des normes communes lorsqu'il est question de concordance des données et de gestion du consentement, le fait d'avoir les bonnes personnes à la table, par exemple, le Bureau de l'état civil. Il a également été noté que ce travail nécessite des mesures de rendement et des normes. Ce travail est également lié à l'identité numérique, aux Bureaux de l'état civil et à IRCC pour faire la validation et maintenir la validité de l'enregistrement des décès. Consentement – D'après le modèle que nous avons choisi, nous l'avons signé une fois et nous avons conclu des ententes d'échange de renseignements avec d'autres administrations. Beaucoup de progrès ont été réalisés et nous présenterons un rapport comportant certaines solutions.</p> <p>Anne Matthews explique les recommandations du GTAD aux Conseils mixtes :</p>	<p>Décision n° 6 : Les membres des Conseils mixtes approuvent le changement au mandat du GTAD, qui consiste à nommer un représentant du Bureau de l'état à titre de troisième coprésident du Groupe de travail.</p> <p>Décision n° 7 : Les membres des Conseils mixtes ont approuvé l'embauche d'un gestionnaire de projets pour aider les coprésidents du GTAD à miser sur ce travail et à le réaliser. Le Groupe de travail rendrait compte du financement requis et de la portée des travaux.</p> <p>Mesure de suivi n° 2 :</p>



1. Structure de gouvernance : Maintenir le leadership du Groupe de travail à une coprésidence fédérale et provinciale, mais aussi ajouter un représentant du Bureau de l'état civil à titre de troisième coprésident.
2. Utiliser la méthodologie de gestion de projets afin qu'un gestionnaire de projets collabore avec le groupe pour faire progresser ce travail de façon efficace et plus rapide. Le Groupe de travail définira les échéanciers, le financement nécessaire pour cette ressource et la portée des travaux.

Anne Matthews mentionne que le GTAD demande l'approbation des points suivants :

1. Modifications au mandat du GTAD afin de permettre à un représentant du Bureau de l'état civil de coprésider le Groupe de travail sur les avis de décès.
2. Embaucher un gestionnaire de projet pour faire avancer le travail du GTAD de façon efficace et plus rapide. Les coprésidents du Groupe de travail rendront compte du financement requis et de la portée des travaux pour ce rôle.

Commentaires des membres :

- Natasha Clarke exprime sa gratitude aux coprésidents du GT pour le leadership dont les membres ont fait preuve en rassemblant tout le monde afin d'avoir cette conversation fort nécessaire et inconfortable pour faire avancer ce travail. Nous en sommes maintenant au stade de l'incidence collective et il y a encore beaucoup à faire, mais il est important d'avoir les bonnes voix à la table pour bien faire les choses.
- Silvano Tocchi fait remarquer que la recommandation de changer la gouvernance est sage, et il s'interroge sur le rôle du gestionnaire de projets.

Anne Matthews répond que le travail du gestionnaire de projets sera axé sur le cadre de réussite présenté autour des principes de rapidité, d'exactitude, d'accès et de consentement. Le gestionnaire de projets nous aiderait à examiner les problèmes de rapidité d'exécution, à déterminer les raisons pour lesquelles les administrations accusent un retard (certaines n'ont pas le formulaire numérique), à déterminer comment

Les membres des Conseils mixtes ont approuvé l'embauche d'un gestionnaire de projets pour aider les coprésidents du GTAD à miser sur ce travail et à le réaliser. Les coprésidents du GTAD rendront compte du financement nécessaire et de la portée des travaux à une prochaine téléconférence. Le GTAD fournira un mandat mis à jour lors d'une prochaine réunion.



	<p>convaincre les hauts dirigeants qu'il est temps d'apporter des changements et à déterminer les choses, par exemple, que nous apprenons les uns des autres sur le plan de l'exactitude. Une portée du travail pour ce rôle serait élaborée et nous pourrions la communiquer plus tard.</p> <ul style="list-style-type: none"> Ron Hinshaw réitère le besoin d'un gestionnaire de projet comme ressource engagée pour faire avancer ce travail. Cela nous aidera à ramener à cette table un ensemble de solutions sur la façon dont nous pouvons mettre en œuvre les avis de décès et les enregistrements des décès dans tout le pays. Ce n'est pas quelque chose que nous pouvons faire avec des ressources limitées; ce n'est pas dans le cadre de notre travail actuel. <p>Catherine Bennett souligne que ce travail est très prometteur et elle insiste sur l'importance de garder l'accent sur les priorités canadiennes. Elle indique que cette priorité intéresse également la Table des sous-ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux.</p> <p>Motion pour approuver la révision du mandat du GTAD afin d'inclure un représentant du Bureau de l'état civil à titre de troisième coprésident du groupe et l'embauche d'un gestionnaire de projets (les détails sur le financement et l'énoncé des travaux suivront) : Catherine Bennett Appuyée par : Sébastien Fleurant Tous les membres sont en faveur de la motion.</p>	
7.	<p>Modèle logique des Conseils mixtes – (ONGLET 6A)</p> <p>Natasha Clarke, ancienne coprésidente du Groupe de travail sur le cadre des Conseils mixtes, résume l'objectif et le travail du groupe. Elle présente Cathy Kealey, analyste des politiques stratégiques des Conseils mixtes, qui a été embauchée par l'Institut des services axés sur les citoyens (ISAC) au nom des Conseils mixtes pour opérationnaliser le travail du groupe de travail fonctionnel (GTC). Elle mentionne que le travail de Cathy sera axé sur la mise à jour du modèle logique existant des Conseils mixtes pour veiller à ce que le travail des Conseils mixtes soit harmonisé aux priorités, y compris le travail de tous les groupes de travail.</p> <p>Cathy Kealey, analyste des politiques stratégiques des Conseils mixtes, présente un modèle logique révisé des Conseils mixtes, ses premières observations concernant l'harmonisation des groupes de travail des Conseils</p>	<p>Mesure de suivi n° 3 : Cathy Kealey, analyste des politiques stratégiques des Conseils mixtes, communiquera avec les Conseils mixtes et les coprésidents des groupes de travail pour discuter de son travail et établir un partenariat stratégique entre l'ISAC, les Conseils mixtes et leurs groupes de travail à l'avenir. Cathy rendra</p>



	<p>mixtes, du Conseil de la prestation des services du secteur public (CPSSP) et du Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public (CDPISP) avec les priorités des Conseils mixtes et son plan de travail de 30, 60 et 90 jours. Cathy indique qu'elle communiquera au cours des prochaines semaines avec les coprésidents des Conseils mixtes et des groupes de travail pour discuter davantage de ce travail et établir un partenariat stratégique entre l'ISAC, les Conseils mixtes et leurs groupes de travail.</p> <p>Catherine Bennet déclare que chaque Conseil tiendra d'autres conversations sur ses propres priorités et sur l'harmonisation à la réunion du lendemain.</p> <p><i>Aucun commentaire sur ce sujet.</i></p>	<p>compte de son travail au cours d'une prochaine téléconférence ou réunion.</p>
8.	<p>Groupe de travail sur la Stratégie relative au numérique (ONGLET 7)</p> <p>Guy Gordon, Mark Burns et Sean McLeish dirigent une discussion pour définir la portée des travaux et les prochaines étapes du Groupe de travail sur la Stratégie relative au numérique. Guy mentionne que les coprésidents du Groupe de travail demandent aux membres de déterminer si les priorités de la Stratégie relative au numérique sont toujours pertinentes et de déterminer les tâches, tactiques ou stratégiques, que les conseils souhaitent voir accomplir par ce groupe. En se fondant sur les commentaires reçus lors de cette réunion, le groupe vise à établir la portée des travaux, à présenter et à faire approuver la portée des travaux lors d'une prochaine téléconférence et à lancer un autre appel de participation à ce groupe.</p> <p>Natasha Clarke déclare que les membres des Conseils mixtes ont défini trois priorités : la Stratégie relative au numérique, les services axés sur la clientèle et l'identité numérique. Sur les trois priorités, les membres n'étaient pas certains de la Stratégie relative au numérique. L'équipe envisage une conversation, s'il s'agit toujours d'une priorité de cette table et si le modèle logique est suffisant pour servir de « stratégie » des Conseils mixtes. Cela est-il nécessaire, étant donné que nous mettons tous de l'avant notre propre Stratégie relative au numérique dans nos administrations? Y a-t-il des éléments tactiques à exploiter que ce Groupe de travail devrait réaliser pour cette table?</p> <p><u>Commentaires des membres :</u></p>	<p>Mesure de suivi n° 4A : Les coprésidents du Groupe de travail sur la Stratégie relative au numérique évalueront où en sont les administrations canadiennes en ce qui concerne la Stratégie relative au numérique, ils cerneront les points de difficulté (p. ex., l'accessibilité et l'inclusion) et les communiqueront aux membres des Conseils mixtes.</p> <p>Mesure de suivi n° 4B : Le coprésident du Groupe de travail sur la Stratégie relative au numérique élaborera la portée des travaux pour le Groupe de travail et il présentera un compte rendu aux Conseils mixtes lors d'une prochaine téléconférence.</p>



- CJ Ritchie souligne qu'il n'est pas nécessaire d'adopter une approche pancanadienne pour tout ce que nous faisons. Pour les administrations, c'est une question de temps pour déterminer si elles sont prêtes à aller de l'avant dans le dossier de l'identité numérique. Elle suggère d'examiner où en est chaque administration et d'adopter une vision horizontale.
- Anne Matthews est d'accord et il ajoute que, si les administrations se considèrent comme des utilisateurs, que cela représenterait-il pour elles? Comment font-ils pour communiquer ce que les autres font, pour avoir un dialogue ouvert, plutôt que de créer une Stratégie relative au numérique unique pour essayer d'accélérer les choses? Les administrations sont à différents stades de leur évolution.
- Tracy Wood convient qu'une Stratégie relative au numérique globale n'est pas une bonne idée à ce stade-ci, mais qu'il serait utile de faire un survol de la situation de chaque administration. Une analyse montrerait les éléments communs dans les administrations et ce que nous pouvons accomplir ensemble. Cela pourrait être présenté comme un thème sur l'échange de l'information.
- Gillian Latham déclare que la Stratégie relative au numérique est un vaste sujet et qu'il serait peut-être préférable de mettre l'accent sur l'identification numérique comme principal catalyseur de la Stratégie relative au numérique.
- Marc Brouillard convient que toutes les administrations ont élaboré ou élaborent leur propre Stratégie relative au numérique. Il suggère d'effectuer une évaluation pour montrer où nos stratégies se chevauchent et quels sont les points communs dans ces stratégies.
- Natasha Clarke recommande aux membres de lire le cadre de l'Université Harvard auquel Guy Gordon a fait référence. Elle ajoute que la Nouvelle-Écosse et l'Ontario y ont participé. Elle trouve utile d'en apprendre davantage sur ce que les autres font en matière de Stratégie relative au numérique, non seulement au Canada, mais aussi à l'échelle internationale. Il n'est pas nécessaire d'avoir une stratégie globale. Nous devons mettre l'accent sur ce dont nous avons besoin en matière d'identité numérique et sur les choses pratiques. Il est utile d'effectuer une évaluation et une analyse à l'échelle du pays. Il est difficile de tenter d'agir dans nos propres administrations. Certaines parties de cette analyse pourraient être des sujets communs que nous pourrions aborder à cette table.



	<ul style="list-style-type: none"> • Guy Gordon mentionne que les suggestions sont très utiles, soit la notion de l'utilité et de la valeur là où en sont les autres administrations, l'évaluation des points communs en déterminant où il y a des possibilités de régler les questions liées à l'accessibilité et l'inclusion – une législation qui est contestable. Guy convient que l'idée d'une Stratégie relative au numérique imposante démontre que nous n'en sommes pas encore là. • Mark Burns ajoute qu'il ne voit pas une Stratégie relative au numérique comme une façon normative, mais plutôt comme un document de travail sur la façon dont nous rassemblons toutes ces pièces. Le modèle logique est un prototype. • Natasha Clarke propose comme prochaine étape que ce groupe fasse une évaluation de l'état d'avancement des administrations et ce serait une occasion de déterminer les points de difficulté. En tant que table, nous ne sommes pas encore prêts à discuter d'une Stratégie relative au numérique plus vaste; cependant, à mesure que nous continuons d'évoluer en tant que table, cela pourrait progresser vers autre chose. • Robert Louhglin ajoute qu'en ce qui concerne la portée, lorsqu'on a adopté une Stratégie relative au numérique au Nouveau-Brunswick, un dilemme se présentait. On souhaitait élaborer la stratégie du gouvernement, alors il était très important d'établir la portée afin de veiller à ce que le travail soit ciblé. 	
9.	<p>Gouvernement ouvert du Canada (ONGLETS 8A et 8D)</p> <p>Francis Bilodeau et Mélanie Robert font le point sur les travaux du Groupe de travail sur le gouvernement ouvert du Canada et donnent de l'information sur le Sommet mondial du Partenariat pour un gouvernement ouvert de 2019.</p> <p>Francis Bilodeau demande aux membres de communiquer l'information sur le prochain sommet avec leurs sous-ministres (SM) ou les ministres et d'envisager la possibilité de soumettre tout travail de leur administration qui peut être présenté pendant le Sommet. Le SCT s'intéresse à ce qui se fait à tous les ordres de gouvernement.</p> <p><u>Commentaires des membres :</u></p>	<p><u>Mesure de suivi n° 5 :</u></p> <p>Le coprésident du Groupe de travail sur le gouvernement ouvert du Canada communiquer la liste des ministres qui ont été invités au Sommet mondial du Partenariat pour un gouvernement ouvert aux membres des Conseils mixtes par l'entremise du Secrétariat de l'ISAC.</p>



	<ul style="list-style-type: none"> • Sophia Howse demande si l'on a porté le Sommet à l'attention du Groupe de travail sur le gouvernement ouvert du Canada et si les membres ont reçu des abonnements par l'entremise de leur groupe de travail, étant donné que les membres viennent de partout au Canada. La réponse a été affirmative, Moses Iziomon a soumis la proposition par l'entremise du Groupe de travail sur le gouvernement ouvert du Canada des Conseils mixtes. • Natasha Clarke demande quelle est la liste des ministres PT qui ont été invités au Sommet afin que les membres des Conseils mixtes puissent communiquer avec les personnes appropriées dans leur administration. <p>Francis Bilodeau répond que le Secrétariat de l'ISAC communiquera la liste des ministres invités au Sommet mondial du Partenariat pour un gouvernement ouvert.</p> <p>On encourage les membres des Conseils mixtes à communiquer avec les coprésidents du Groupe de travail pour obtenir de plus amples renseignements sur le Sommet mondial, et à communiquer avec leurs ministres PT afin de veiller à ce qu'ils aient bien reçu l'invitation.</p>	
10.	<p>Académie du numérique du gouvernement du Canada (ONGLET 9)</p> <p>Taki Sarantakis, président de l'École de la fonction publique du Canada, et Neil Bower, sous-ministre adjoint (SMA), donnent un aperçu de l'Académie du numérique du gouvernement du Canada hébergée à l'École de la fonction publique du Canada. Taki déclare que l'objectif de l'Académie du numérique est de travailler avec des partenaires et des experts pour perfectionner chez leur personnel les compétences numériques de base, spécialisées et de leadership nécessaires pour répondre aux attentes des Canadiens, bâtir des collectivités et des réseaux diversifiés et inclusifs pour appuyer un apprentissage social continu et recentrer l'apprentissage sur la création de valeur par l'application pratique de la technologie et des outils de demain.</p> <p><u>Commentaires des membres :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • John Houweling (région de York) demande si les municipalités pourraient se joindre à l'Académie du numérique. 	<p><i>Aucune mesure de suivi découlant de la discussion.</i></p>



	<p>Neil Bower répond que les municipalités peuvent travailler avec l'Académie du numérique et qu'elles peuvent en discuter davantage.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rachel Gaudreau (par téléconférence) demande si les cours sont également offerts en français. <p>Neil Bower (SCT) répond que certains des projets-pilotes sont bilingues et qu'on vise à fournir un bon contenu en français.</p>	
11.	<p>Autres affaires :</p> <p>A) Sous-comité et groupes de travail</p> <p>Catherine Bennett attire l'attention des membres sur les rapports du sous-comité et elle souligne le travail important qui se fait sur les priorités des Conseils mixtes.</p> <p>B) Dan Batista déclare que le lauréat du Prix du leadership Ralph Heintzman de 2018 est Sharon Squire. Sharon est une ancienne membre du CPSSP et elle est présidente du conseil de l'ISAC. Dan mentionne que le prix sera remis à Sharon au souper.</p> <p>C) La prochaine réunion en personne des Conseils mixtes aura lieu du 24 au 26 septembre 2019 à Winnipeg, au Manitoba.</p> <p>Catherine Bennett remercie tous les membres, les observateurs et les présentateurs à la réunion. Elle remercie également l'équipe de l'ISAC pour l'organisation des réunions et des événements.</p> <p>Natasha Clarke indique que Harry Turnbull prend sa retraite et elle remercie Harry au nom des coprésidents et des membres des Conseils mixtes pour son soutien indéfectible au travail des Conseils mixtes visant à améliorer les services aux Canadiens au cours des dix dernières années. Les contributions de Harry aux Conseils mixtes sont inestimables. Il a veillé à ce que les municipalités soient bien représentées à cette table; il a fait en sorte que les municipalités soient incluses à cette table FPTM. Sa manière respectueuse, qui en a fait un joueur clé au sein de cette équipe, nous manquera.</p>	<p><i>Aucune mesure de suivi découlant de la discussion.</i></p>



	<p>Harry Turnbull remercie tous les membres des Conseils mixtes et souligne que tout tourne autour des gens. Harry présente Stuart Hendrie (région de Niagara), qui assumera les fonctions de représentant de l'Association des systèmes d'information municipale (ASIM) au CDPISP au moment de sa retraite cet été.</p>	
	<p>La séance est levée à 16 h 20, heure normale de l'Est.</p>	